



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, De l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 27th 24

Rapport de l'inspection du pôle Équipements sous pression

Visite de surveillance du parc des appareils à pression du 29/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SANOFI-AVENTIS RECHERCHE & DEVELOPPEMENT

1 AVENUE PIERRE BROSSOLETTE
91380 Chilly-Mazarin

Références : E/24-0690
Code AIOT : 0006503930

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de la visite de surveillance du parc des appareils à pression réalisée le 29/02/2024 dans l'établissement SANOFI-AVENTIS RECHERCHE & DEVELOPPEMENT implanté 1, AVENUE PIERRE BROSSOLETTE 91380 Chilly-Mazarin. L'inspection a été annoncée le 07/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI-AVENTIS RECHERCHE & DEVELOPPEMENT
- 1, AVENUE PIERRE BROSSOLETTE 91380 Chilly-Mazarin
- Code AIOT : 0006503930
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site s'étend sur 20 000m² de laboratoires, constituant un Centre de Développement Clinique, Affaires Réglementaire, Pharmacovigilance et Digital (intelligence artificielle, machine learning).

L'activité est centrée sur 3 expertises clés :

- *la médecine translationnelle ;
- *la Recherche & Développement précoce ;
- *le travail en réseau.

Le site R&D de Sanofi à Chilly-Mazarin a compté jusqu'à 1 700 collaborateurs. Il devrait avoir déménagé ses activités à la fin de l'année 2024 entre les sites de Gentilly et Vitry (94) et compte désormais moins de 200 personnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux équipements sous pression relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection du pôle ESP portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection du pôle ESP à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection du pôle ESP à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	15 jours
2	Chômage des installations	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Dossiers des équipements partie exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
13	Interventions non notables	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 29	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Contenu d'une inspection périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16	Sans objet
5	Contenu d'une requalification périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 19 et 20	Sans objet
6	Entretien et contrôle	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Sans objet
7	Équipements dont le niveau de sécurité est altéré	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 557-29 et R. 557-14-4	Sans objet
8	Équipements pouvant être mis en service et utilisés	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 557-4	Sans objet
9	Équipements soumis au suivi en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	Sans objet
10	Fréquence d'une requalification périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Sans objet
11	Fréquence des inspections périodiques sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Sans objet
12	Identification des	Arrêté Ministériel du 20/11/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	tuyauteries	article 3	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Beaucoup d'équipements ont été mis à l'arrêt en vue de la fermeture et suite à des déménagements d'activités.

Les équipements encore en activités font preuve de lacunes dans leurs suivis réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6</p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>La liste a été envoyée avant l'inspection par SANOFI. Cette liste ne se limite pas aux exigences de l'AM du 20/11/2017 et mélange plusieurs réglementations.</p> <p>La liste comprend une partie « équipements frigorigènes » et une partie « équipement sous pression » qui exclue les groupes frigorigènes.</p> <p>Dans les deux cas, la liste ne répond pas aux exigences minimales exigées par l'AM sus-visé.</p> <p>En l'occurrence, les informations suivantes n'apparaissent pas sur les 2 listes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • type réglementaire (récipient, tuyauterie, récipient ACAFR, GV APHP, GV SPHP, GV ACAFR) ; • régime de surveillance (avec ou sans PI) ; • dates de certaines inspections périodiques, requalifications périodiques manquantes (ex. séparateur d'huile Proferro) • dates incomplètes, celles-ci étant des dates butoirs, la mention mois/année n'est pas suffisante et doit mentionner le jour également ; <p>En complément le CTP des systèmes frigorifiques prévoit la précision des informations additionnelles suivantes et qui n'apparaissent pas dans la liste des équipements frigorifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • n° de fabrication ; • PS ; • DN ou Volume ; • catégorie de risque (si marqués CE au titre de la directive 97/23/CE) ; • régime de surveillance : <ul style="list-style-type: none"> ◦ référence : CTP systèmes frigorifiques ou autre CTP; ◦ référence de la décision d'aménagement individuelle ; ◦ référence du programme pour enlèvement partiel des protections calorifuges ; <p>Sur les groupes froids, des erreurs sont également présentes dans les périodicités de requalifications périodiques mentionnées à 10 ans alors que les dates des prochaines</p>

requalifications sont calculées pour 12 ans.

Non-conformité n°20240229-1 : L'exploitant ne dispose pas d'une liste conforme à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Il devra mettre à jour sa liste et la transmettre à l'inspection.

Observation n°20240229-1 : La liste présentée regroupe plusieurs réglementations ce qui nuit à la clarté et l'application des exigences minimales de l'arrêté du 20 novembre 2017. Une séparation des listes doit être envisagée. Les appareils non concernés par l'arrêté ne doivent pas non plus figurer sur la liste.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Chômage des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation

Prescription contrôlée :

Article 4

III. - En cas de chômage des installations, l'exploitant prend toutes les dispositions de conservation nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de celui-ci, conformément à un guide approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle. Sous réserve du respect de ces dispositions, la période de chômage n'est pas prise en compte pour déterminer les échéances des opérations de contrôle. Dans le cas contraire, la remise en service est subordonnée au résultat favorable d'une inspection périodique si son échéance est dépassée, ou d'une requalification périodique si son échéance est dépassée.

Constats :

Le site va déménager à la fin de l'année 2024.

Un grand nombre d'équipements est donc signalé à l'arrêt lié à l'arrêt des activités de plusieurs bâtiments.

Lors de la visite, les équipements à l'arrêt étaient marqués par des affichettes clairement visibles mais peu contraignantes et faciles à contourner.

Aucun équipement n'est indiqué comme étant au chômage.

Aucune disposition de conservation nécessaire au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de celui-ci, conformément à un guide approuvé, n'a été étudiée, prise ou démontrée.

La mise à l'arrêt de ces équipements n'est donc pas considérée comme une mise au chômage et ne permet donc pas de suspendre le délai des requalifications périodiques.

Un manomètre de la chaudière n°2 du bâtiment B14 indiquait une pression résiduelle dans le circuit.

Non-conformité n°20240229-2 : L'exploitant devra s'assurer du maintien à l'arrêt de ses équipements par des dispositifs plus contraignants.

Observation n°20240229-2: l'exploitant s'interrogera sur la pression résiduelle de la chaudière n°2 du bâtiment B14 et prendra des mesures si nécessaires.

Post-inspection des cadenas ont été posés notamment sur les alimentations électriques. La non-

conformité n°20240229-2 est donc close.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Dossiers des équipements partie exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6</p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. [...]</p> <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour tous les équipements : - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; - pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis. <p>II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les documents sont conservés sur le logiciel d'archivage M-Files:</p> <p>Les inspecteurs ont contrôlé la documentation de l'autoclave Tuttnauer 2902607.</p> <p>Cet équipement disposait :</p> <ul style="list-style-type: none"> * des habilitations de conduite du 09/10/2023 ; * de la dernière requalification périodique du 29/11/2018 ; * de la dernière inspection périodique du 06/10/2022 ; * de la déclaration de mise en service du 27/08/2010 * de l'attestation de contrôle de mise en service du 27/01/2011 <p>Aucun registre consignait les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles n'a pu être consulté.</p> <p>Non-conformité n°20240229-3 : L'exploitant n'a pas mis en place un registre recensant les opérations menées sur l'équipement. Il devra veiller en mettre un en place pour chaque équipement détenu et le tenir à jour. L'exploitant transmettra le registre pour l'autoclave Tuttnauer 2902607 à l'inspection.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Contenu d'une inspection périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 16</p> <p>I. - L'inspection périodique porte à la fois sur l'équipement, les accessoires sous pression qui lui sont raccordés, les accessoires de sécurité qui lui sont associés ainsi que les dispositifs de régulation ou de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3.</p> <p>II. - L'inspection périodique comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une vérification extérieure ; - une vérification intérieure dans le cas : <ul style="list-style-type: none"> - des générateurs de vapeur ; - des récipients sauf si la précédente vérification intérieure a eu lieu moins de deux ans auparavant et qu'il ne s'agit pas d'une inspection périodique associée à la requalification périodique. D'autres dispenses de vérification intérieure pour des équipements maintenus sous atmosphère de butane ou propane commercial ou d'autres gaz sont possibles dans le respect des dispositions de l'annexe 1 ou des décisions qui y sont référencées. [...] - une vérification des accessoires de sécurité ; - et des investigations complémentaires, autant que de besoin. - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, l'inspection périodique inclut également la vérification : <ul style="list-style-type: none"> - de l'état et du fonctionnement des dispositifs de sécurité mentionnés au III de l'article 3 ; - de l'habilitation par l'exploitant du personnel qui y est affecté ; - pour les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, l'inspection périodique inclut également la vérification : <ul style="list-style-type: none"> - de l'état et du fonctionnement des dispositifs de régulation mentionnés au II de l'article 3 ; - de l'organisation de la surveillance retenue et sa mise en œuvre ; - de l'habilitation par l'exploitant du personnel qui y est affecté. <p>Elle porte sur toutes les parties visibles après mise à nu et démontage de tous les éléments amovibles. Cependant, pour les équipements sous pression revêtus intérieurement et/ou extérieurement ou munis d'un garnissage intérieur, un guide approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle, précise les modalités de réalisation d'une inspection périodique.</p> <p>III. - L'inspection périodique est conduite en tenant compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la nature des dégradations susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité de l'exploitation de l'équipement ; - si elle est exigible, des indications figurant dans la notice d'instructions prévue par les directives européennes applicables à la conception et la fabrication ; - du contenu du dossier d'exploitation prévu à l'article 6 du présent arrêté. <p>Constats :</p> <p>L'inspection périodique de l'autoclave Tuttnauer 2902607 comportait les mentions et contrôles nécessaires et apparaissait apte à son utilisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contenu d'une requalification périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 19 et 20
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection
Prescription contrôlée : Article 19 I. - La requalification périodique porte à la fois sur l'équipement, les accessoires sous pression qui lui sont raccordés, les accessoires de sécurité qui lui sont associés ainsi que les dispositifs de régulation ou de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3 II. - La requalification périodique d'un équipement comprend, dans cet ordre, sauf dispositions contraires dans un cahier technique professionnel ou dans les décisions mentionnées aux annexes 1 et 3 : <ul style="list-style-type: none">- une vérification de l'existence et de l'exactitude des documents prévus à l'article 6 ;- une inspection ;- une épreuve hydraulique ;- la vérification des accessoires et dispositifs mentionnés au I du présent article. Les accessoires de sécurité sont vérifiés selon les modalités fixées à l'article 22. Toutefois, sont dispensés d'épreuve hydraulique les équipements néo-soumis, les tuyauteries et leurs accessoires de sécurité et accessoires sous pression ainsi que les récipients contenant des fluides autres que la vapeur d'eau ou l'eau surchauffée dont la pression maximale admissible est au plus égale à 4 bars. Dans le cas des tuyauteries, l'inspection peut être limitée à un examen visuel de zones particulières identifiées dans le programme de contrôle défini au III de l'article 15 du présent arrêté, sous réserve que ce dernier, éventuellement complété par d'autres vérifications, ait été approuvé par l'organisme habilité cité à l'article 34 du présent arrêté. Article 20 L'inspection de requalification périodique est réalisée dans les conditions de l'inspection périodique mentionnées aux articles 16 et 17. Elle tient lieu d'inspection périodique.
Constats : La requalification périodique de l'autoclave Tuttnauer 2902607 faite le 29/11/2018 comportait les mentions et contrôles nécessaires. L'épreuve hydraulique est mentionnée comme satisfaisante.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Entretien et contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'installation et d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 3 VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
Constats : Les inspecteurs ont constaté que l'ensemble des équipements était facilement accessible. Le local B5 était cependant encombré par des planches en bois qui ont pu être déplacées pour l'accès à l'équipement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Équipements dont le niveau de sécurité est altéré

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 557-29 et R. 557-14-4
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation d'un équipement dont le niveau de sécurité est altéré
Prescription contrôlée : Article L.557-29 L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré. R.557-14-4 [...] Il retire du service dans des délais tenant compte des dangers associés tout équipement dont le niveau de sécurité est non satisfaisant, dont l'aptitude au service n'est pas ou plus assurée dans les conditions d'utilisation prévues, ou pour les équipements sous pression nucléaires s'il ne garantit plus la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 593-1.
Constats : Ce point n'a pas nécessité de constat lors de la visite de terrain.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Équipements pouvant être mis en service et utilisés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 557-4
Thème(s) : Risques accidentels, Équipement ne respectant pas : Exigences essentielles de sécurité ou non marqué
Prescription contrôlée : Article L. 557-4 Les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être mis à disposition sur le marché, stockés en vue de leur mise à disposition sur le marché, installés, mis en service, utilisés, importés ou transférés que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité relatives à leurs performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement et à des exigences d'étiquetage. Cette conformité à ces exigences est attestée par un marquage, apposé avant la mise sur le marché du produit ou de l'équipement, ainsi que par l'établissement d'attestations. Pour des raisons techniques ou de conditions d'utilisation, certains produits ou équipements peuvent faire l'objet d'une dispense de marquage.
Constats : Lors de la visite sur le terrain plusieurs marquages ont été contrôlés. Un doute a été levé par prise de photo, l'autoclave Tuttnauer 2902607 possède bien un marquage mais celui-ci est difficilement visible, le marquage étant orienté côté mur du laboratoire.

Le compresseur d'air du bâtiment B6 et les chaudières du bâtiment B14 n'appellent pas non plus de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Équipements soumis au suivi en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Champ d'application

Prescription contrôlée :

Article 1

I. - Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.

Ils sont appelés "équipements" dans le cadre du présent arrêté.

II. - Sont également soumis aux dispositions du présent arrêté, selon les modalités précisées dans les différents articles, les accessoires sous pression et les accessoires de sécurité définis aux 1° et 2° du III de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.

III. - Les équipements sous pression et les ensembles définis à l'article R. 557-9-2 qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation de conformité et qui sont utilisés dans l'intérêt de l'expérimentation du code de l'environnement sont soumis aux dispositions de l'article 31.

IV - Les équipements destinés au fonctionnement des véhicules mentionnés aux articles R. 321-6 à R. 321-19 du code de la route, construits selon le décret du 18 janvier 1943 et ses textes d'application, sont soumis aux dispositions particulières de l'annexe 1.

V. - Le présent arrêté n'est pas applicable aux équipements standards cités au a de l'article R. 557-9-2 du code de l'environnement.

Constats :

La liste prévue à l'article 6 n'étant pas complète, les inspecteurs ont vérifié certains équipements. Après contrôle, il apparaît plusieurs non-conformités :

* compresseurs SIAP n°38806 du bâtiment 6 :

Absence de requalification périodique ;

Demande de mise à l'arrêt effectué par l'OH lors de la dernière RP ;

L'équipement était toujours en service le jour de l'inspection.

* Bouteille d'air comprimé 500 L n°4733 du bâtiment 14 :

Contrôle non satisfaisant lors de l'inspection périodique ;

L'équipement est indiqué en service sur la liste des ESP ;

Sur le terrain, l'équipement était isolé du réseau par des vannes consignées avec un affichage.

* Séparateurs d'huile Proferro 115850 et 113167 bâtiment 14 :

Les deux équipements étaient en service mais n'avaient pas passé leurs inspections périodiques.

Non-conformité n°20240229-4 : L'exploitant n'effectue pas un suivi rigoureux de ses appareils. Certains appareils sont maintenus en service malgré un contrôle non satisfaisant et d'autres appareils n'ont pas effectué leurs inspections/ou requalifications périodiques.

Post-inspection, l'exploitant a mis hors service les équipements et les a consignés à l'aide de cadenas. Des photos ont été transmises à titre de justificatifs accompagnées d'une attestation de mise à l'arrêt. La Non-conformité n° 20240229-4 est close.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 10 : Fréquence d'une requalification périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 18</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p> <p>II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.</p> <p>Constats :</p> <p>Les échéances des requalifications périodiques n'étaient pas toutes à jour sur les équipements de la liste et sur les équipements contrôlés par l'inspection, en particulier les séparateurs d'huile et le compresseur précité.</p> <p>Ce point est déjà décrit dans le constat n°9 et les équipements concernés ont été mis à l'arrêt.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Fréquence des inspections périodiques sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection
Prescription contrôlée : Article 15 I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : -1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; -2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus. II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage. III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service. [...]
Constats : Ce point a déjà fait l'objet du constat n°9 et les équipements concernés ont été régularisés post-inspection.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 12 : Identification des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'installation
Prescription contrôlée : Article 3 IV. - Les tuyauteries sont identifiées de façon à permettre leur repérage tant en exploitation que lors d'une intervention.
Constats : Aucune tuyauterie soumise à l'arrêt du 20 novembre 2017 n'a été identifiée ou portée à la connaissance de l'Inspection par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Interventions
Prescription contrôlée : Article 29 I. - Les interventions ne relevant pas des articles 27 et 28 du présent arrêté sont considérées comme non notables. II. - Une intervention non notable est réalisée par un exploitant ou par une personne compétente qu'il désigne. III. - Toute intervention non notable est faite sur un équipement conformément aux exigences essentielles de sécurité mentionnées, selon ses caractéristiques, aux articles R. 557-9-4 et R. 557-10-4 du code de l'environnement. IV. - Pour les équipements régulièrement fabriqués antérieurement à l'obligation de marquage CE, une intervention non notable peut être réalisée conformément aux dispositions techniques de construction et de fabrication figurant dans les décrets abrogés du 2 avril 1926 portant règlement sur les appareils à vapeur autres que ceux placés à bord des bateaux et du 18 janvier 1943 portant règlement sur les appareils à pression de gaz, ainsi qu'à celles des arrêtés suivants : - arrêté du 23 juillet 1943 modifié réglementant les appareils de production, d'emmagasiner ou de mise en œuvre des gaz comprimés, liquéfiés ou dissous ; - arrêté du 15 janvier 1962 portant réglementation des compresseurs ; - arrêté du 15 janvier 1962 concernant la réglementation des canalisations d'usines ; - arrêté du 18 septembre 1967 relatif à la réglementation des générateurs et récipients d'eau surchauffée ; - arrêté du 24 mars 1978 modifié portant réglementation de l'emploi du soudage dans la construction et la réparation des appareils à pression. V. - La documentation relative à une intervention non notable comporte les éléments suivants : - les plans et schémas utiles ; - les descriptions et explications nécessaires à la compréhension desdits plans et schémas et du fonctionnement de l'équipement ; - les résultats des calculs de conception éventuels et des contrôles effectués ; - les rapports d'essais ; - les éléments relatifs aux procédés de fabrication et de contrôle ainsi qu'aux qualifications ou approbations requises par les points 3.1.2 et 3.1.3 de l'annexe I de la directive 2014/68/UE susvisée. VI. - Une vérification finale de l'équipement a pour but de vérifier le respect des exigences mentionnées selon le cas au III ou au IV du présent article. Elle peut être limitée aux parties réparées ou modifiées, à l'examen des documents listés au V du même article et à la réalisation d'une inspection visuelle complétée par des contrôles non destructifs adaptés.

Constats :

Les chaudières du bâtiment B6 n'ont pas subi de requalification ou d'inspection périodiques récentes.

Les inspecteurs ont interrogé l'exploitant sur l'absence de ces contrôles.

En fin d'inspection l'exploitant a pu présenter une attestation de « contrôle après intervention » du 27/11/2013 rédigée par l'APAVE justifiant la sortie du cadre de l'arrêté du 20 novembre 2017 de ces chaudières. Celles-ci ont été modifiées par rapport à leurs caractéristiques d'origine.

En effet, par l'abaissement de la TS max à 107°, l'organisme a transformé le générateur SPHP en chaudière à fluide liquide. Cette opération est une intervention non notable.

Sur le terrain les inspecteurs ont constaté d'après leurs plaques que les soupapes étaient correctement tarées à 5 bars conformément à l'attestation de l'APAVE. Cependant les inspecteurs n'ont pas vu de plaques identifiant la modification.

Observation 20240229-3 : La plaque de l'équipement doit refléter la modification d'autant plus que celle-ci entraîne un changement de réglementation.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

